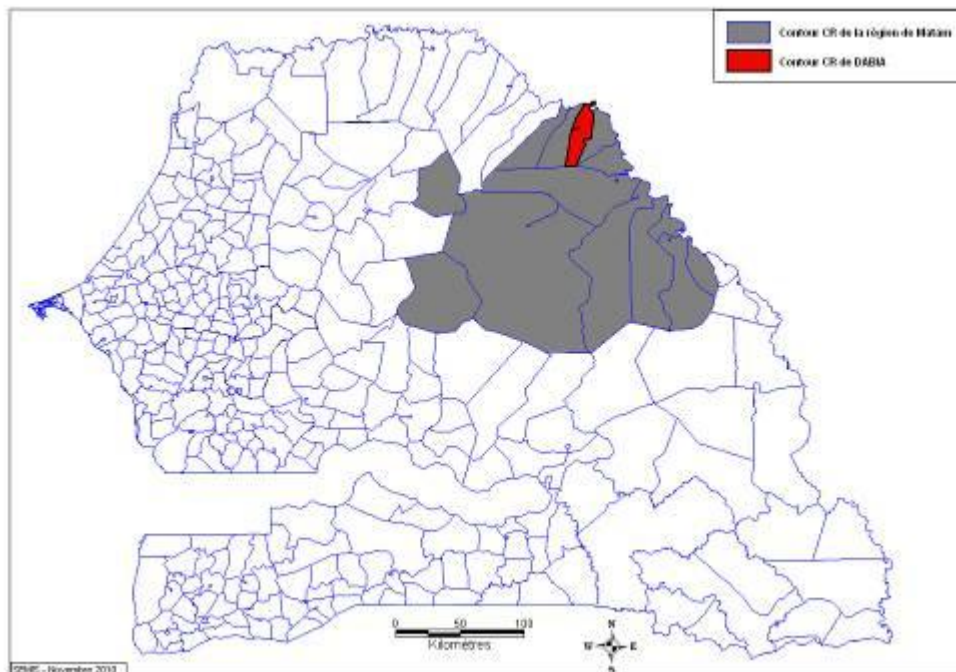


**République du Sénégal**  
*Un Peuple – un But – une Foi*  
**Région de Matam**  
**Département de Matam**  
**Arrondissement de Agnam Civol**  
**Communauté Rurale de Dabia**

---

**DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE RURALE  
PEPAM**

**Sous-programme PEPAM IDA**



**PLHA**  
**Communauté Rurale de Dabia**

**Version Provisoire : août 11**



**Réalisé par SEMIS**

# Sommaire

<b>FICHE DE SYNTHÈSE PLHA.....</b>	<b>1</b>
<b>PARTIE A – PRÉSENTATION DE LA COMMUNAUTÉ RURALE .....</b>	<b>3</b>
<b>I. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES .....</b>	<b>4</b>
1.1 SITUATION GÉOGRAPHIQUE .....	4
1.2 LOCALITÉS .....	4
1.3 POPULATIONS .....	5
1.4 CHEPTEL .....	6
<b>II. INFRASTRUCTURES DE BASE .....</b>	<b>6</b>
2.1 ÉDUCATION.....	6
2.2 SANTÉ .....	6
2.3 ÉLECTRICITÉ .....	7
2.4 COMMUNICATION .....	7
<b>PARTIE B – BILAN D'ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>9</b>
<b>I. ACCÈS À L'EAU POTABLE .....</b>	<b>10</b>
1.1 RESSOURCES EN EAU .....	10
1.1.1 <i>Eaux de surface</i> .....	10
1.1.2 <i>Eaux souterraines</i> .....	10
1.2 SYNTHÈSE D'INVENTAIRE DES INFRASTRUCTURES DE PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU .....	10
1.3 ACCÈS À L'EAU POTABLE POUR LES USAGES DOMESTIQUES.....	11
1.3.1 <i>Taux d'accès</i> .....	11
1.3.2 <i>Bilan EPE</i> .....	11
1.3.3 <i>Taux de desserte</i> .....	11
1.4 ACCÈS À L'EAU POTABLE POUR LES USAGES PRODUCTIFS ET BESOINS COMMUNAUTAIRES .....	12
1.4.1 <i>Cheptel</i> .....	12
1.4.2 <i>Infrastructures scolaires</i> .....	12
1.4.3 <i>Infrastructures de santé</i> .....	12
1.4.4 <i>Marchés</i> .....	13
1.4.5 <i>Lieux de culte</i> .....	13
1.4.6 <i>Autres infrastructures communautaires</i> .....	13
1.5 CONCLUSIONS SUR L'ACCÈS À L'EAU POTABLE .....	13
<b>II. ACCÈS À L'ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>14</b>
2.1 ACCÈS À L'ASSAINISSEMENT DES SERVICES SOCIAUX DE BASE.....	14
2.1.1 <i>Inventaire des infrastructures d'assainissement des services sociaux de base</i> .....	14
2.1.2 <i>Accès à l'assainissement des services sociaux de base</i> .....	14
2.2 ACCÈS À L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL.....	14
2.2.1 <i>Inventaire des infrastructures d'assainissement individuel</i> .....	14
2.2.2 <i>Accès à l'assainissement des ménages</i> .....	15
2.3 CONCLUSIONS SUR L'ACCÈS À L'ASSAINISSEMENT .....	15
<b>PARTIE C – PLAN D'INVESTISSEMENT COMMUNAL .....</b>	<b>16</b>
<b>I. OBJECTIFS POUR 2015.....</b>	<b>17</b>
1.1 EAU POTABLE .....	17
1.2 ASSAINISSEMENT .....	17
<b>II. RÉSULTATS ATTENDUS EN 2015 .....</b>	<b>17</b>

2.1	EAU POTABLE .....	17
2.2	ASSAINISSEMENT .....	17
<b>III.</b>	<b>COMPOSANTES DU PLHA .....</b>	<b>18</b>
3.1	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES D'EAU POTABLE.....	18
3.1.1	<i>La construction de nouvelles adductions.....</i>	18
3.1.2	<i>L'extension d'adductions d'eau existantes.....</i>	18
3.1.3	<i>Le renforcement de la desserte en eau des AEMV existantes.....</i>	18
3.2	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT .....	18
3.3	MESURES D'ACCOMPAGNEMENT .....	19
3.3.1	<i>IEC et renforcement de capacités pour l'eau potable.....</i>	19
3.3.2	<i>"IEC et renforcement de capacités pour l'assainissement" .....</i>	19
3.3.3	<i>"Etudes et activités spécifiques".....</i>	19
<b>IV.</b>	<b>COÛTS ET PLAN DE FINANCEMENT .....</b>	<b>20</b>
4.1	COMPOSANTE "DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES D'EAU POTABLE" .....	20
4.2	COMPOSANTE "DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT" .....	20
4.3	COMPOSANTE "MESURES D'ACCOMPAGNEMENT" .....	20
4.4	RECAPITULATIF ET PLAN DE FINANCEMENT .....	21
	<b>PARTIE D – PLAN D'ACTION TRIENNAL .....</b>	<b>22</b>
<b>I.</b>	<b>OPERATIONS EN COURS.....</b>	<b>23</b>
1.1	PROJET EN COURS D'EXECUTION .....	23
1.2	PROJET FINANCE EN ATTENTE DE DEMARRAGE .....	23
1.3	PROJETS EN PROSPECTION.....	23
<b>II.</b>	<b>OPERATIONS PRIORITAIRES .....</b>	<b>23</b>
2.1	EAU POTABLE .....	23
2.2	ASSAINISSEMENT .....	23
	<b>ANNEXES.....</b>	<b>24</b>

## Liste des abréviations

AB	Abreuvoir
AEV	(Système d') adduction d'eau villageois
AEMV	(Système d') adduction d'eau multi-villages
AEP	Approvisionnement en eau potable
APS	Avant-projet sommaire
ARD	Agence régionale de développement
ASFOR	Association des usagers de forage
BALP	Bac à laver puisard
BC	Branchement communautaire (à l'eau potable)
BE	Bureau d'études
BF	Borne-fontaine
BJ	Bac de jardin
BP	Branchement particulier
BPF	Brigade des puits et forages
CPJ	Capacité de production journalière (d'un système d'exhaure, en m3/jour)
CR	Communauté rurale
EAB	Equivalent abreuvoir
E&C	(Services d') études techniques et contrôle
EPE	Equivalent point d'eau
EPI	Electropompe immergée
F&T	Fournitures et travaux
FV	Forage villageois (équipé d'une PMH)
GE	Groupe électrogène
I&D	(Provisions pour) imprévus et divers
IEC	Information – éducation – communication
BT	(Réseau électrique) basse tension
LFE	Latrines à fosse étanche
LFV	Latrines à fosse ventilée
LMT	Ligne à moyenne tension (SENELEC)
LTR	Latrines traditionnelles
MTH	Moteur thermique
ONG	Organisation non gouvernementale
PAV	Pompe d'exhaure à axe vertical
PEM	Point d'eau moderne pour l'accès à l'eau potable (= BF, BP, PO, PM ou FV)
PM	Puits moderne protégé, avec ou sans PMH
PMH	Pompe à motricité humaine
PO	Potence à charrettes
RAD	Recensement administratif
SAED	Société d'aménagement et d'études du Delta
SIG	Système d'information géographique
TCM	Toilettes à chasse manuelle
UBT	Unité de bétail tropical

## Liste des tableaux

Tableau 1: Répartition de la Population par localité (Source : Base de données PEPAM 2004) .....	5
Tableau 2 : Caractéristiques démographiques de la CR .....	5
Tableau 3: Population estimée .....	6
Tableau 4: Répartition du Cheptel .....	6
Tableau 5: Normes de couverture Sanitaire.....	6
Tableau 6: Taux d'accès à l'eau.....	11
Tableau 7 : Bilan EPE .....	11
Tableau 8: Population non desservie et besoins en EPE .....	11
Tableau 9 : Points d'eau dans les infrastructures scolaires .....	12
Tableau 10: Points d'eau dans les infrastructures de santé.....	12
Tableau 11: Points d'eau dans les lieux de culte .....	13
Tableau 12: Points d'eau dans les autres infrastructures communautaires.....	13
Tableau 13 : Infrastructures sanitaires dans les services sociaux de base .....	14
Tableau 14 : Inventaire des latrines des concessions .....	14
Tableau 15 : Taux d'accès à l'assainissement des ménages.....	15
Tableau 16 : Récapitulatif des coûts estimatifs des infrastructures d'eau potable.....	20
Tableau 17 : Récapitulatif des coûts estimatifs des infrastructures d'assainissement.....	20
Tableau 18: Récapitulatif des coûts estimatifs des mesures d'accompagnement .....	20
Tableau 19 : Récapitulatif du financement du PLHA.....	21

## Liste des figures

Figure 1: Carte de situation de la CR .....	4
---	---

# **FICHE DE SYNTHÈSE PLHA**

## Fiche de synthèse

Communauté Rurale	<b>DABIA</b>	
Données de base	<b>Population</b> • Population 2011: 22 955 (estimation) • Taux de croissance: 3,40% (moyenne départementale composante rurale -RGPH III) • Population 2015: 26 240 (projection)	
	<b>Taux d'accès à l'eau potable en 2011</b> • Taux d'accès à l'eau potable: 97% (Moyenne nationale 73,6% en 2009) • Taux de desserte en eau potable: 73% • Taux d'accès assainissement (ménages): 44,2% (PLHA 2011) • Taux d'accès assainissement (inf.santé,éduc...): (PLHA 2011)	
Objectifs	<b>Objectifs globaux</b> • Réalisation des objectifs du PLD • Accès à l'eau potable et l'assainissement pour toute la population de la CR	
	<b>Objectifs spécifiques pour 2015</b> • Taux d'accès à l'eau potable 100% (minimum) • Taux d'accès assainissement (ménages) 72,1% (minimum) • Taux accès assainissement (infr. Educ, Santé) 100% (minimum)	
Résultats à atteindre en 2015	+ 4799 personnes avec accès adéquat à l'eau potable (minimum) + 8049 personnes avec accès adéquat à l'assainissement (minimum) + 19 infrastructures avec assainissement adéquat	
Composantes et activités	<b>1. Développement des infrastructures d'eau potable</b> • Densification de 14 adductions d'eau existantes • Remise en état et renforcement de 0 adductions d'eau existantes • Extension de 2 adductions d'eau existantes • Construction de 0 adduction d'eau multivillages • Construction de 0 adductions d'eau villageoises • Construction de 0 PM protégés/forages équipés de PMH • Etudes d'exécution et contrôle des travaux	
	<b>2. Développement des infrastructures d'assainissement</b> • Construction de 884 systèmes d'assainissement individuels • Construction de 19 édicules publics • Réhabilitation 0 édicules publics existants de • Construction de compartiment/séparations pour 0 édicules publics • Etudes d'exécution et contrôle des travaux	
	<b>3. Mesures d'accompagnement</b> • IEC et renforcement de capacités pour l'eau potable • IEC et renforcement de capacités pour l'assainissement • Etudes et activités spécifiques	
Coût et plan de financement	<b>Coût du programme (millions FCFA HT): 575 545 855</b> dont	
	• Infrastructures d'eau potable: 153 961 500 27% • Infrastructures d'assainissement: 343 166 572 60% • Mesures d'accompagnement: 78 417 783 14%	
	<b>Plan de financement:</b> • Communauté rurale et populations: 37 157 621 6% • Partenaires au développement: 538 388 234 94%	



# **PARTIE A – PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE RURALE**

## I. CARACTERISTIQUES GENERALES

### 1.1 Situation géographique

La communauté rurale de Dabia est située dans la région de Matam, département de Matam et l'arrondissement d'Agnam Civol. Elle couvre une superficie de 432 km<sup>2</sup> et représente la CR la moins vaste de l'arrondissement.

Elle est limitée :

- au Nord par la république islamique de Mauritanie;
- au sud par la CR de Ogo ;
- à l'Est par la CR de Bokidiawé ;
- et à l'Ouest par la CR d'Agnam Civol.

La CR est accessible par la Route Nationale II (axe Dakar – St-Louis – Matam), qui la traverse sur 15 km de Barga à Dabia Odédji. De la communauté rurale, l'accès sur le dandé Mayo se fait par une piste de désenclavement praticable toute l'année sur une distance de 80 km. La piste Thilogne Saré liou longue de 25 kms, difficilement praticable en saison hivernale, relie le Walo et le Diéry.

La carte suivante indique la position de la CR dans la région de Matam et celle-ci par rapport à l'étendue du territoire national.

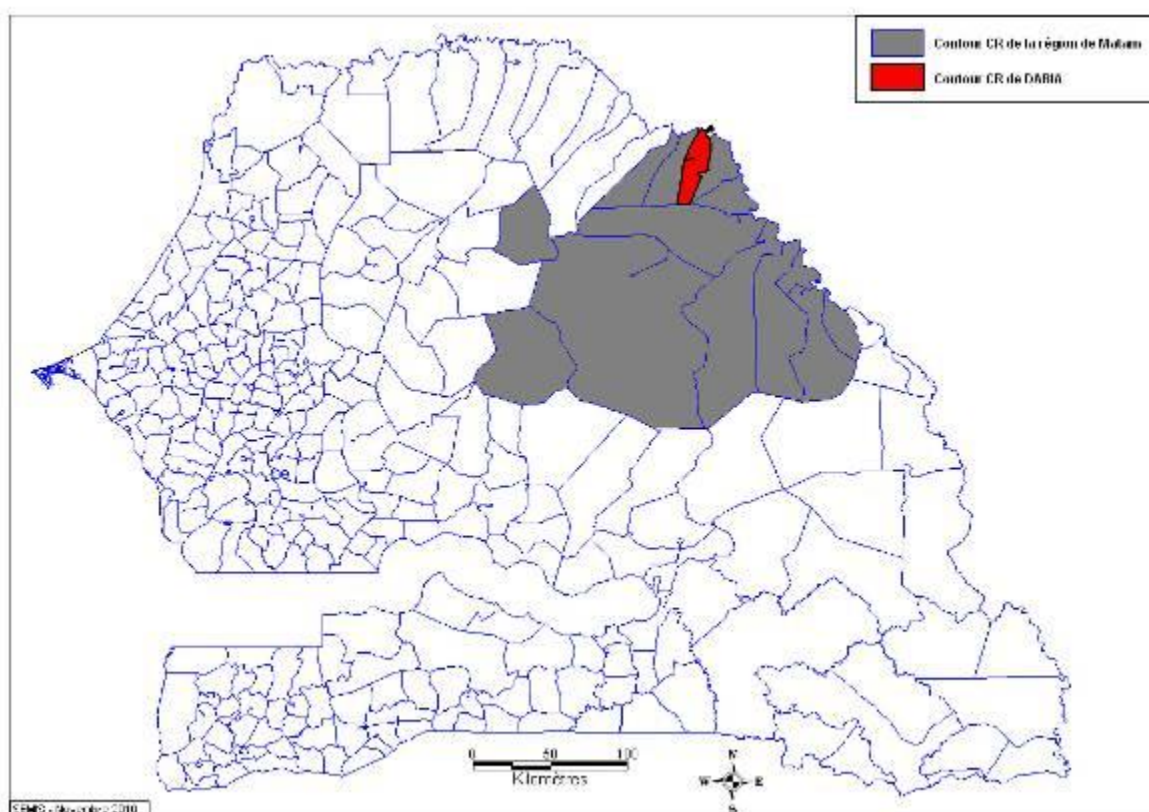


Figure 1: Carte de situation de la CR

### 1.2 Localités

La Communauté rurale de Dabia regroupe (16) villages officiels et cinq (5) hameaux rattachés avec une population estimée à 22 193 habitants soit une densité de 51 habitants au Km<sup>2</sup> en 2010.

N°	Localité	Population 2010	Population 2011	Population 2015
1	Barga	1239	1282	1465
2	Dabia Odédji	2545	2632	3009
3	Dial Pêcheur	1372	1419	1622
4	Dial peulh	616	637	729
5	Diongto	1079	1116	1276
6	Gababe Pêcheur	1365	1412	1614
7	Gababe Peulh	462	478	547
8	Goudoube Diobe	1355	1402	1602
9	Goudoube Ndouetbe	1997	2065	2361
10	Kobilo Diadiabe	2197	2272	2597
11	Kobilo Diakesbe	1297	1342	1534
12	Kobilo Torobe	2314	2393	2736
13	Molle Walo	122	127	145
14	Sare Liou	1756	1816	2076
15	Sinthiou Diamdior	1181	1222	1396
16	Syllanabe	1295	1340	1531
	<b>Communauté rurale</b>	<b>22192</b>	<b>22955</b>	<b>26240</b>

**Tableau 1: Répartition de la Population par localité** (Source : Base de données PEPAM 2004)

Avec une projection en 2010 des données issues de la base de données du PEPAM qui date de 2004 par application du taux de croissance annuel estimé à 3,4% du RPGH III, le tableau suivant donne la répartition des villages selon les classes de population.

Classe de population	1	2	3	Total
Valeur	Pop > 1000	500 < pop < 1000	< 500	
Nombre de localités	13	1	2	16
Population en 2011	21713	637	605	22955
Population H 2015	24 819	1276	145	26240
% population totale	95%	3%	3%	100%
% nb. localités	81,25%	6,25%	12,50%	100%

**Tableau 2 : Caractéristiques démographiques de la CR**

Parmi les 16 villages, on dénombre 13 centres de plus de 1000 habitants où trois villages (Dabia Odédji, Kobilo Diadiabé et Kobilo Torobé) font plus de 2000 habitants. Le village de Dabia chef de la CR est le centre le plus peuplé avec une population de près de 2632 habitants en 2011.

En 2015, la proportion des localités de plus de 1000 habitants restera constante (13 villages). Cette catégorie regroupera 95% de la population et la catégorie des villages de moins de 500 habitants passeront de 12,5% à 6,5% en 2015.

### 1.3 Populations

Les données issues de la base de données du PEPAM indiquent pour la CR une population en 2004 de 18 159 personnes. Les résultats du RGPH III indiquent un taux d'accroissement naturel de 3,4% par an pour le département de Matam et une moyenne de 9,1 personnes par ménage.

Avec 16 villages officiels et 7 hameaux, la CR de Dabia compte une population de 21. 327 habitants en 2009, avec une densité de 49 habitants par Km<sup>2</sup>, si l'on se réfère aux résultats du PLD de décembre 2010. L'analyse de l'évolution de la population au niveau de la CR de Dabia montre une forte croissance démographique durant ces dernières années.

Sur la base de la source PEPAM donnant le détail de la population de la CR par localité, elle est estimée à 22 955 personnes en 2011 et devrait atteindre 26 240 personnes en 2015. (cf. Tableau III ci-après).

<b>Population estimée en 2011 et 2015</b>		Taux Ac. Nat: 3,40%	
Population	<b>2003</b>	<b>Estimation 2011</b>	<b>Estimation 2015</b>
Population de la CR	18 159	22 955	26 240
Ménages de la CR	1 995	2 523	2 884

**Tableau 3: Population estimée**

La composition de la population par groupes ethniques montre que les Pulaar et les Peulhs sont majoritaires et représentent respectivement 63 et 32,25 % de la population, suivent dans l'ordre les Wolofs 4% et les autres groupes ethniques 0,76%.

## 1.4 Cheptel

La CR de Dabia a de réels potentiels pour la pratique d'un élevage intégré à l'agriculture. Ainsi, avec les nombreux sous produits agricoles disponibles toute l'année, c'est une zone très propice à l'intensification des productions animales. L'élevage est pratiqué de manière traditionnelle et extensive, c'est un élevage de prestige et de thésaurisation. Le cheptel composé de bovins, d'ovins, de caprins, d'équins et d'asins est estimé à 20 053 têtes selon le PLD, soit un équivalent d'unité de bétail tropical en 2010 de **13 199 UBT**.

Avec un taux de croissance annuel de 2,9% pour les gros ruminants (Bovin, équin et asin), de 1,15% pour les ovins et de 3,6% pour les caprins, la situation se présente comme suit selon les espèces (cf. tableau 4)

**Tableau 4: Répartition du Cheptel**

Espèces	Effectif 2002	Estimation 2010	<b>UBT</b>
Bovin	8 000	10056	10056
Ovin	7 000	7671	761
Caprin	3 000	3981	398
Equin	1 100	1383	1383
Asin	950	1194	597
Camelin	3	4	4
Total			<b>13 199</b>

Source : PLD 2004

Le secteur de l'élevage rencontre d'énormes difficultés liées surtout à l'absence totale de structures de santé animale dans la CR et la couverture des besoins en eau en saison sèche.

## II. INFRASTRUCTURES DE BASE

### 2.1 Education

La communauté rurale de Dabia compte 13 écoles primaires, 4 collèges, 1 école maternelle, 58 écoles coraniques et 10 centres d'alphabétisation.

### 2.2 Santé

La communauté rurale de Dabia dispose de deux (02) postes de santé (Kobilo Torobé et Diongto) et de quatre (04) cases de santé non fonctionnelles (Goudoubé Nduetbé, Goudoubé Diobé, Saré Liou et Barga). Le personnel se compose de deux (2) infirmiers chefs de poste secondés dans leurs tâches par deux aides pharmaciens et deux matrones, faute de sages femmes.

Le tableau suivant montre les normes de l'OMS.

**Tableau 5: Normes de couverture Sanitaire**

Indicateur	Normes OMS	Valeurs pour la CR
Poste de santé	1 pour 10 000 hbts.	1 pour 11478 hbts.
Centre de santé	1 pour 50 000 hbts.	-
Hôpital	1 pour 150 000 hbts.	-

Indicateur	Normes OMS	Valeurs pour la CR
Médecin	1 pour 5000 à 10000 hbts.	-
Infirmier	1 pour 300 hbts.	1 pour 11478hbts
Sage femme	1 pour 300 femmes en âge de reproduction	-

En considérant le poste de santé et l’infirmier chef de poste les ratios obtenus s’établissent comme suit :

- 1 poste de santé pour 11 478 habitants : est inférieur aux normes de l’OMS,
- 1 infirmier pour 11 478 habitants : largement en deca des normes.

Ces ratios sont quasi similaires à ceux obtenus à l’échelle du pays, qui s’établissaient comme suit en 1999 :

- 1 poste de santé pour 11500 habitants.
- 1 infirmier pour 8700 habitants.

### 2.3 Electricité

Pour l’électricité, les villages sont alimentés à partir de la connexion sur le réseau « Manantali » et ne concerne que les localités situés sur l’axe du goudron à savoir Dabia, Kobilo Toorobé, Kobilo Diakesbé Kobilo Diadiabé. Barga est le seul village de cette zone qui ne dispose pas de l’électricité. Ceci correspond à un taux d’électrification de 25 % au niveau de la CR.

Aucun village du Diery ou du Dandé mayo n’est raccordé à l’électricité. L’énergie solaire qui existe est utilisée exclusivement par les familles nanties pour les besoins domestiques (éclairage et matériel audio visuel) dans certaines localités.

L’usage du pétrole lampant, des piles électriques et des bougies servent spécifiquement pour l’éclairage.

### 2.4 Communication

Les voies de communication sont principalement constituées par des pistes non aménagées et en très mauvaises états. Le réseau routier classé qui passe par la communauté rurale est composé de :

- 1 route nationale (la RN2) qui relie Saint louis à Bakel passant par Oourossogui et qui traverse la CR sur 15 km environ. Il s’agit d’une route goudronnée dégradée sur une bonne partie de son tracé.
- 1 route régionale (la R42) qui relie le croisement R41 à Matam passant par Diongto et les autres villages du Dandé Mayo. Il s’agit en réalité d’une piste non aménagée en très mauvais état.

En plus de ce réseau classé, il faut signaler l’existence de nombreuses pistes et sentiers qui relient les localités entre elles et permettent une ouverture de la CR vers les autres départements de la région.

L’axe fluvial est aussi utilisé surtout en hivernage pour les liaisons avec les autres villages du Dandé Mayo. L’accès au goudron durant cette période peut se faire aussi par pirogue de Dial à Thilogne.

Pour les télécommunications, la CR de Dabia est très mal doté seuls les villages situés sur l’axe du goudron sont pour le plus souvent connecté au réseau fixe et une parti du diéry ce qui est aussi valable pour le réseau mobile. Le Dandé Mayo quant à lui n’est pas couvert par le réseau

téléphonique aussi bien fixe que mobile, ce qui oblige les populations à se rabattre sur le réseau mobile mauritanien.

La couverture audio visuelle est acceptable surtout pour la RTS dont l'antenne relais de Matam dessert toute la zone.

# **PARTIE B – BILAN D'ACCES A L'EAU ET A L'ASSAINISSEMENT**

## I. ACCES A L'EAU POTABLE

### 1.1 Ressources en eau

#### 1.1.1 Eaux de surface

Pour les eaux de surface nous pouvons citer le fleuve Sénégal qui longe la CR sur 20 kms au nord et son plus important défluent, le Diamel. Il existe également dans cette zone d'autres points d'eau tels que le marigot « guatawol » et la mare de « thiatéré ». Ce réseau hydrographique fait que pendant la saison des pluies, toutes les vallées fossiles ou vivantes se remplissent rendant très difficiles les déplacements dans tout le Dandé Mayo.

Dans le Diéry, on note l'existence de quelques mares temporaires dans la zone de Saré Liou et de Goudoudé.

#### 1.1.2 Eaux souterraines

Elles sont constituées par les nappes phréatiques peu profondes comme l'éocène et celle profonde le Maestrichtien. L'éocène est une nappe phréatique nichée entre 20 et 60 m de profondeur selon qu'on est dans le Walo ou le Diery et est présente dans la presque totalité de la C.R. C'est une nappe qui alimente la plupart des puits traditionnels. Le maestrichtien quant à lui est une nappe profonde située entre 200 et 350 m de profondeur sur les quelles les forages sont implantés pour la fourniture d'eau potable aux populations.

### 1.2 Synthèse d'inventaire des infrastructures de production et distribution d'eau

La Communauté rurale compte :

- 6 forages répartis entre la zone intermédiaire (1) et le Diéry (2) qui assurent l'alimentation en eau des populations et du cheptel ;
- 92 puits (33 non fonctionnels) dont 7 modernes et 3 PMH ;
- 59 bornes fontaines (dont 9 non fonctionnelles) réparties dans la zone intermédiaire et le Diéry.

Ci-après le tableau de caractérisation sommaire des ouvrages et équipements hydrauliques.

AEMV	Desserte		Durée de pompage	Débit	Energie		Pompe		Stockage	
	Population	Villages	H/J		Type	Année	Type	Année	Capacité	Hauteur
Dial Pécheur	637	2			SOLAIRE	2007	EPI	2007	50	15
Gababe Pécheur	1116				SOLAIRE	2008	EPI	2008	50	15
Goudoube Ndouetbe	2065	2	10	30	MOTEUR	2009	PAV	2009	100	15
Kobilo Torobe	2393	4	9	30	MOTEUR	2010	PAV	2010	100	15
Sare Liou	1816	1	10	30	MOTEUR	2001	PAV	2001	60	13
Syllanabe	1340	2			SOLAIRE	2008	EPI	2008	50	15

Dans le walo les infrastructures hydrauliques se résument à des puits traditionnels qui ne permettent pas de satisfaire les besoins des populations et du bétail. Les populations sont obligées de consommer l'eau du fleuve sans traitement préalable.

Dans le Diéry, le forage d'une capacité de 150 m<sup>3</sup> arrive difficilement à satisfaire les besoins de la population et du cheptel. Ce faisant, certains villages de la zone (Goudoudé Diobé) ne sont alimentés que pendant 3 heures par jour.

Dans la zone intermédiaire les infrastructures hydrauliques sont arrivées à un niveau de saturation élevé et ne parviennent pas à couvrir les besoins du cheptel et de la population.



La gestion des infrastructures par des comités rencontre des difficultés pour le recouvrement des redevances ce qui entraîne parfois des arrêts de fonctionnement lié au manque de ressources pour faire face aux frais de fonction.

### 1.3 Accès à l'eau potable pour les usages domestiques

#### 1.3.1 Taux d'accès

**Tableau 6: Taux d'accès à l'eau**

Communauté Rurale	DABIA
Code administratif	112120
Population 2003 (RGPH 3)	12 675
Taux de croissance	3,40%
Population 2011 estimée	22 955
Population 2015 estimée	26 240
Taux d'accès BF/BP 2011	97%
Taux d'accès à l'eau 2011	100%
Taux de desserte 2011	73%
Taux accès 2015	100%
Population accès 2015	26 240

Le taux d'accès à l'eau potable correspond au rapport entre la population des localités disposant d'adduction d'eau et de puits modernes et la population totale actuelle de la Communauté Rurale. Il est de 97% pour la CR de Dabia.

#### 1.3.2 Bilan EPE

**Tableau 7 : Bilan EPE**

Communauté Rurale	BOKIDIAWE
Code administratif	112120
Population 2011 estimée	22 955
Population 2015 estimée	26 240
Nb. Equivalent points d'eau existant	62
Bilan EPE	-26
Personnes par EPE 2011 - moyenne	373
EPE fonctionnels	52
Personnes par EPE fonctionnel en 2011	441
Localités sans EPE	0
Localités avec 0.5 EPE	0
EPE supplémentaires 2011	21
EPE objectif 2015	16

Le bilan en EPE par localité de la CR fait apparaître un déficit de 26 EPE en 2011. Avec 35 EPE pour une population estimée à 22955 personnes, soit 1 EPE pour 373 personnes, le niveau d'équipement en points d'eau modernes de la CR est proche du niveau de desserte standard de 1 EPE pour 300 personnes retenu dans la politique nationale.

#### 1.3.3 Taux de desserte

Le taux de desserte en eau potable est de 73 % pour l'ensemble de la CR. L'écart de 24 points entre taux de desserte et le taux d'accès provient du bilan EPE négatif constaté dans la CR. En effet, la faiblesse du nombre de réseau adductions d'eau fait qu'une partie importante de la population surtout ceux du Walo s'approvisionnent au niveau des puits traditionnels. Par ailleurs, le nombre d'EPE existant reste insuffisant, ce qui porte la population par EPE à une valeur légèrement supérieure à la norme admise de 300 habitants.

**Tableau 8: Population non desservie et besoins en EPE**

	2010	2015
Population totale CR	22955	26240
Population desservie CR	16643	16643
Population non desservie	6312	9597
Besoins en EPE supplémentaires	21	32
EPE objectif		16

Le nombre de personnes non desservies en 2011 est estimé à 6312, correspondant à un besoin supplémentaire de 21 EPE dans la CR, et de 32 en 2015.

## 1.4 Accès à l'eau potable pour les usages productifs et besoins communautaires

### 1.4.1 Cheptel

La taille du cheptel est estimée à 13193, ce qui correspond à un besoin de 14 EAB contre un seul recensé, soit un déficit de 13 abreuvoirs et un taux de couverture de 7% seulement. Cependant, une bonne partie du cheptel située dans le cheptel s'abreuve directement dans les eaux de surface.

### 1.4.2 Infrastructures scolaires

Tableau 9 : Points d'eau dans les infrastructures scolaires

Localités	Infrastructures	Type	Points d'eau	Fonctionnalité	Année Construction
Barga	Ecole élémentaire	BC	1	En service	2005
Dabia Odedji	Ecole élémentaire	BC	1	En service	2005
Dial Pêcheur	Ecole élémentaire	BC	1	En service	2009
Diongto	Ecole élémentaire	BC	1	En service	2009
Gababe Pêcheur	Ecole élémentaire	BC	1	En service	2009
Goudoube Diobe	Ecole élémentaire	BC	2	Hors-service	2003
Goudoube Ndouetbe	Ecole élémentaire	BC	1	En service	2004
Kobilo Diadiabe	Ecole élémentaire	BC	3	En service	2009
Sare Liou	Ecole élémentaire	BC	1	En service	2003
Sare Liou	Collège	BC	1	En service	2009
Sinthiou Diamdior	Collège	BC	1	En service	2008
Sinthiou Diamdior	Ecole élémentaire	BC	1	En service	2008
Molle Walo	Ecole élémentaire	PMSPMH	1	En service	2009
	Collège	BC	1	En service	
	Collège	BC	1	En service	

La couverture en eau potable pour les infrastructures scolaires de la CR est de 100% avec des points d'eau constitués de branchements communautaires et d'un puits modernes sans PMH et installés entre 2003 et 2009.

### 1.4.3 Infrastructures de santé

Tableau 10: Points d'eau dans les infrastructures de santé

Localités	Infrastructures	Type	Points d'eau	Fonctionnalité	Année Construction
Diongto	Poste de santé, dispensaire	BC	1	En service	2010
Goudoube Ndouetbe	Case de santé	BC	1	Hors-service	2007
Kobilo Diadiabe	Poste de santé, dispensaire	BC	1	En service	2005
Sare Liou	Case de santé	BC	1	En service	2000

4 structures sanitaires sur un total de 6 sont équipées en point d'eau moderne, soit un taux de desserte de 66%.

#### 1.4.4 Marchés

La communauté rurale de Dabia compte de trois marchés permanents (Dabia, Kobilo Torobé et Sylla Diongto) dont aucun ne dispose de points d'eau moderne.

#### 1.4.5 Lieux de culte

**Tableau 11: Points d'eau dans les lieux de culte**

Localités	Infrastructures	Type	Points d'eau	Fonctionnalité	Année Construction
Barga	Lieu de culte	BC	1	En service	1992
Dabia Odedji	Lieu de culte	BC	1	En service	2005
Gababe Pêcheur	Lieu de culte	BC	1	En service	2008
Gababe Peulh	Lieu de culte	BC	1	En service	2008
Goudoube Ndouetbe	Lieu de culte	BC	2	En service	2009
Kobilo Diadiabe	Lieu de culte	BC	1	En service	2005
Kobilo Diakesbe	Lieu de culte	BC	1	En service	2005
Kobilo Torobe	Lieu de culte	BC	1	En service	2005
Kobilo Torobe	Lieu de culte	BC	1	En service	2005
Sare Liou	Lieu de culte	BC	4	En service	2001
Sinthiou Diamdior	Lieu de culte	BC	1	En service	2008
Syllanabe	Lieu de culte	BC	1	En service	2008
Sinthiou Diamdior	Lieu de culte	BC	1	En service	2008

Le taux de desserte des lieux de culte de la Cr est évalué à 100%, avec 13 mosquées recensées et disposant chacune de points d'eau moderne.

#### 1.4.6 Autres infrastructures communautaires

**Tableau 12: Points d'eau dans les autres infrastructures communautaires**

Localités	Infrastructures	Type	Points d'eau	Fonctionnalité	Année Construction
Barga	Autre	BC	3	En service	1992
Dabia Odedji	Autre	BC	1	En service	2010
Dabia Odedji	Autre	BC	1	En service	2008
Kobilo Torobe	Autre	BC	1	En service	2005
Dial Pêcheur	Autre	BP	1	En service	2009
Kobilo Torobe	Autre	BP	1	En service	1999

### 1.5 Conclusions sur l'accès à l'eau potable

L'approvisionnement en eau potable de la CR présente une situation satisfaisante avec un taux d'accès à l'eau de 97% encore inférieur à la moyenne nationale de 2009 (73,6%) et un taux de desserte de 73%, tributaire du bilan EPE négatif de 26 points. Toutes les localités de la CR ont un point d'eau, ce qui porte le nombre de personnes par EPE à 373, très proche de la référence de 300.

En outre, l'équipement des infrastructures en points d'eau potable est très faible. Dans les secteurs de la santé et de l'éducation, les taux de desserte sont respectivement estimés à 66% et 100%. La desserte du cheptel aussi semble insuffisante avec un bilan EAB négatif de 24 unités.

## II. ACCÈS À L'ASSAINISSEMENT

### 2.1 Accès à l'assainissement des services sociaux de base

#### 2.1.1 Inventaire des infrastructures d'assainissement des services sociaux de base

Tableau 13 : Infrastructures sanitaires dans les services sociaux de base

Infrastructures	Santé	Education	Lieux de culte	Autre	CR
Nombre total	6	17	13	2	38
Edicules existants	5	14	7	2	28
Edicules adéquats	4	11	3	1	19
Taux d'équipement	83%	82%	54%	100%	74%
Taux d'équipement adéquat	67%	65%	23%	50%	50%

#### 2.1.2 Accès à l'assainissement des services sociaux de base

Parmi les 38 infrastructures que compte la CR, 28 disposent d'édicules, ce qui représente un taux d'équipement de 74%. Le taux d'équipement adéquat global par contre n'est qu'à 50%.

Par catégorie, les taux d'équipement et d'équipement des lieux de culte est très faible avec 54%. Pour l'éducation et la santé, les taux d'équipement adéquats sont encore faibles avec respectivement 65 et 67%. Dans ces deux secteurs particulièrement, l'équipement en édicules des infrastructures doit faire l'objet d'efforts remarquables afin de rendre convenable leurs services.

### 2.2 Accès à l'assainissement individuel

#### 2.2.1 Inventaire des infrastructures d'assainissement individuel

Les enquêtes ménages dans les villages de Dabia ont porté sur un échantillon de 38 concessions regroupant 86 ménages et ont concerné 13 localités bien réparties dans la CR. Elles font état de 28 concessions avec latrine soit 74% et 10 sans latrine soit 26% des concessions.

Les résultats d'inventaire des différents types de latrines sont donnés par le tableau suivant :

Type de Latrines	Nombre	% existence
Latrine traditionnelle	23	38%
Latrine VIP	18	29%
Latrine TCM	0	0%
Latrine Sanplast	0	0%
Latrine Fosse Septique	20	33%
Autres Latrines	0	0%
Total	61	100%

Tableau 14 : Inventaire des latrines des concessions

Il est constaté que 62% des latrines recensées durant l'enquête sont constituées d'ouvrages d'assainissement de qualité telle que les fosses septiques et les latrines ventilées. Pour les 74% de concessions disposant de latrines, 38 % sont équipées de latrines traditionnelles qui sont des ouvrages de fortune inadaptés ne répondant pas aux critères minimum requis d'un système performant.

La défécation à l'air libre et/ou le recours aux ouvrages voisins sont constatés dans 26% des concessions enquêtées, ne disposant pas d'ouvrages d'assainissement.

Concernant les autres ouvrages d'assainissement, on se rend compte que 89% des concessions disposent de douches et 18% d'urinoirs traditionnels. Aucune concession ne dispose de bac à

laver-puisard et de lavabo ou lave-mains. Un total de 44 douches et 7 urinoirs ont été recensés dans les concessions avec latrines soit 1 douche pour 16 personnes et 1 urinoir traditionnel pour 103 personnes. Ces chiffres ne répondant pas aux normes d'hygiène de qualité méritent d'être corrigés assez rapidement.

L'entretien général des latrines est jugé bon (85%) à passable (15%) dans 100% des cas recensés et à 100% elles sont dans un état jugé bon ou passable aussi. Cependant l'évacuation des boues de vidange n'est respectée que par 75% des concessions disposant de latrines et dans la majorité des cas il est fait manuellement avec le recours au système d'enfouissement (68%).

### 2.2.2 Accès à l'assainissement des ménages

Le tableau suivant présente l'accès à l'assainissement individuel des populations et ménages enquêtés.

Population totale	<u>720</u>			
Nombre de concession	<u>38</u>			
Nombre de ménages	<u>86</u>			
Population moyenne par ménage	<u>8,4</u>			
Nombre de latrines adéquates	38	soit en moyenne	<u>1 latrine adéquate pour</u>	19 personnes
Taux accès ménages avec latrines adéquates	<u>44,2%</u>		<u>1 latrine adéquate pour</u>	2 ménages
			<u>1 latrine adéquate pour</u>	1 concession

**Tableau 15 : Taux d'accès à l'assainissement des ménages**

Les ouvrages adéquats sont utilisés par **44,2%** des ménages soit une latrine adéquate pour 19 personnes, 2 ménages et 1 concession. Ce taux d'accès est supérieur à la moyenne nationale de 29% des ménages ruraux enregistrée en 2009 mais demeure inférieur à l'objectif visé de 63% dans le cadre du PEPAM qui est de réduire de moitié la population ne disposant pas d'ouvrages d'assainissement individuel adéquats en 2015.

La pratique de lavage des mains à l'eau et au savon après usage des latrines n'est pas systématique mais elle est respectée par 66% des usagers. Ce qui laisse présager néanmoins des risques de santé pour les usagers d'autant plus que généralement l'on ne constate pas de service d'eau potable à proximité des ouvrages d'assainissement adéquats. Cependant, en matière d'alimentation en eau, 45% des concessions disposent au moins d'un branchement particulier. Les 55% des concessions restantes ont le point d'eau public le plus proche situé à environ 180m de la concession.

### 2.3 Conclusions sur l'accès à l'assainissement

Le niveau d'équipement adéquat en assainissement des infrastructures socio-économiques de la CR à travers la disponibilité d'édicules publics adaptés qui est actuellement estimé à **50%** devra être rapidement amélioré surtout au niveau des établissements scolaires et sanitaires si l'on se réfère aux objectifs du PEPAM qui visent à atteindre un taux de 100%.

Une étude d'identification d'un sous-projet d'assainissement individuel apparaît nécessaire pour évaluer de manière précise la situation de l'accès, la nature de la demande des ménages et les réponses techniques appropriées. Néanmoins les estimations faites sur la base des enquêtes ménages réalisées démontrent que le niveau de l'accès est proche de la moyenne de l'ordre de **44,2%**, ce qui a tendance à maintenir la défécation à l'air libre (incluant également dans certains cas l'utilisation occasionnelle des ouvrages des voisins) constatée dans **26%** des concessions enquêtées.

# **PARTIE C – PLAN D'INVESTISSEMENT COMMUNAL**

## I. OBJECTIFS POUR 2015

### 1.1 Eau potable

L'objectif global du PLHA est de fournir un accès adéquat à l'eau potable à la population ainsi que dans toutes les infrastructures socio-économiques de la CR.

L'objectif du plan communal à l'horizon 2015 est qu'à cette date (i) au minimum **87,5%** de la population de la CR dispose d'un accès adéquat à l'eau potable, et (ii) **100%** des infrastructures socio-économiques essentielles disposent d'un accès adéquat à l'eau potable.

### 1.2 Assainissement

L'objectif global du PLHA est d'assurer un accès adéquat à l'assainissement à la population ainsi que dans toutes les infrastructures socio-économiques de la CR.

L'objectif du plan communal à l'horizon 2015 est qu'à cette date (ii) **100%** de la population de la CR dispose d'un accès adéquat à l'assainissement des excréta et eaux usées, et (ii) **100%** des infrastructures éducatives et sanitaires ainsi que tous les marchés soient correctement et durablement assainis.

## II. RÉSULTATS ATTENDUS EN 2015

### 2.1 Eau potable

Tous les villages de la CR seront desservis en eau par bornes-fontaines et branchements particuliers ou puits moderne protégé.

La densité des points d'eau modernes passera de 373 à 300 personnes par EPE La population non desservie en 2015 est estimée à 9597 personnes. Pour réaliser l'objectif d'accès en 2015, il faut assurer la desserte de 50% de la population non desservie soit **4799** personnes par la construction de 16 EPE sur les 32 EPE qui permettraient d'atteindre une desserte à 100% dans la CR.

### 2.2 Assainissement

Toutes les infrastructures éducatives ou sanitaires, des lieux de culte ainsi que les marchés permanents et hebdomadaires recensés disposeront d'un édicule public standard, entretenu et fonctionnel.

Les 44,2% de la population desservie en 2011 représentent 10143 personnes. En 2015, cette population non desservie calculée sur la base du taux d'accès actuel sera de 16097 personnes (1769 ménages à raison de 9,1 pers/ménage).

En 2015, au moins 50% des ménages non desservis soit **884 ménages** représentant 8049 personnes disposeront d'un système fonctionnel d'évacuation des excréta et des eaux usées, soit par système autonome de type latrines VIP ou TCM avec BALP, soit par système semi-collectif. Un service de collecte et de traitement des boues de vidange sera proposé aux ménages des localités dont la population sera supérieure à 1000 habitants en 2015, particulièrement les centres ruraux situés le long de l'axe routier.

### III. COMPOSANTES DU PLHA

#### 3.1 Développement des infrastructures d'eau potable

Le développement des infrastructures d'eau potable de la CR qui permettrait d'atteindre un accès universel au sein de la communauté rurale comprend 3 projets. Un 4<sup>ème</sup> projet est défini pour les mesures d'accompagnement.

##### 3.1.1 La construction de nouvelles adductions

Néant.

##### 3.1.2 L'extension d'adductions d'eau existantes

###### ▪ EP-1 Extension de l'adduction d'eau de Gababé Pêcheur vers Gababé Peulh

Localités desservies	Longitude	Latitude	Population 2011	Population 2015	EPE existant	Bilan EPE	EPE à réaliser	Type d'accès
Gababe Peulh	-13.5428	16.1256	478	547	1	-0,8	1	PM

###### ▪ EP-2 Extension de l'adduction d'eau de Dial Pêcheur vers Molle Wallo

Localités desservies	Longitude	Latitude	Population 2011	Population 2015	EPE existant	Bilan EPE	EPE à réaliser	Type d'accès
Molle Walo	-13.4924	16.1406	127	145	1	0,5	1	PM

##### 3.1.3 Le renforcement de la desserte en eau des AEMV existantes

###### ▪ EP-3 Densification d'adductions existantes

Localités desservies	Longitude	Latitude	Population 2011	Population 2015	EPE existant	Bilan EPE	EPE à réaliser	Type d'accès
Barga	-13,62869875	15,98451559	1282	1465	3	-1,9	2	BF,BP
Dabia Odedji	-13,51783559	15,91669892	2632	3009	5,5	-4,5	5	BF,BP
Dial Pêcheur	-13,51442962	16,11641677	1419	1622	1	-4,4	5	BF,BP
Dial peulh	-13,51398297	16,11320925	637	729	2	-0,4	1	BF,BP
Diongto	-13,51317679	16,09035641	1116	1276	2	-2,3	3	BF,BP
Gababe Pêcheur	-13,53815531	16,12713996	1412	1614	4	-1,4	2	BF,BP
Goudoube Diobe	-13,55829959	15,87332152	1402	1602	3	-2,3	3	BF,BP
Goudoube Ndouetbe	-13,5803939	15,87773638	2065	2361	5	-2,9	3	BF,BP
Kobilo Diadiabe	-13,52594914	15,92747411	2272	2597	7	-1,7	2	BF,BP
Kobilo Diakesbe	-13,52831534	15,92243179	1342	1534	4	-1,1	2	BF,BP
Kobilo Torobe	-13,52072244	15,91841588	2393	2736	7,5	-1,6	2	BF,BP
Sare Liou	-13,6640652	15,77193038	1816	2076	11,5	4,6	1	BF,BP
Sinthiou Diamdior	-13,5064807	16,08143136	1222	1396	3	-1,7	2	BF,BP
Syllanabe	-13,51235167	16,08583304	1340	1531	1	-4,1	5	BF,BP
<b>Total</b>			<b>22350</b>	<b>25548</b>	<b>59,5</b>	<b>-25,66</b>	<b>38</b>	

#### 3.2 Développement des infrastructures d'assainissement

Le développement des infrastructures d'assainissement de la communauté rurale comprend : la construction de 19 édifices publics et la construction de 884 systèmes d'assainissement individuel. Les types d'ouvrage individuels proposés aux ménages incluront (i) des latrines à fosse ventilée type ventilée avec lave mains, (ii) des latrines à toilette chasse manuelle avec lave mains (iii) des bacs à laver puisards. Le principe de mise en œuvre sera basé sur la réponse à la demande des ménages.

Toutes les infrastructures seront techniquement conformes aux prescriptions du Manuel des projets d'eau potable et d'assainissement édité par le PEPAM. L'objectif étant de réaliser des ouvrages qui assurent une évacuation correcte des excréta et des lave-mains dans des conditions qui érigent une barrière contre les contaminations par les maladies d'origine fécale.



### **3.3 Mesures d'accompagnement**

Le programme de mesures d'accompagnement doit mettre en place les conditions d'un fonctionnement durable des infrastructures réalisées et se scinde en trois volets (i) "IEC et renforcement des capacités pour l'eau potable", (ii) "IEC renforcement des capacités pour l'assainissement" et (iii) "Etudes et activités spécifiques".

#### **3.3.1 IEC et renforcement de capacités pour l'eau potable**

Cette sous composante a pour but la mise en place, sur chacune des AE(M) V à créer dans la CR, d'une ASUFOR chargée de la gestion du service de l'eau, conformément aux dispositions de la politique nationale.

Les activités comprendront, pour chacune des ASUFOR (i) l'accompagnement des usagers dans le processus de création de l'ASUFOR jusqu'à sa reconnaissance juridique et l'obtention d'un acte formel de délégation de service par l'Etat, (ii) la formation des membres des instances dirigeantes de l'ASUFOR (bureau, comité directeur) à l'exercice de leurs responsabilités, (iii) l'appui à l'ASUFOR pour la sélection d'un gérant et sa formation, (iv) l'appui à l'ASUFOR pour la sélection d'un conducteur de forage et sa formation, (v) un appui conseil auprès des ASUFOR sur une période de six (6) mois après la mise en service.

#### **3.3.2 "IEC et renforcement de capacités pour l'assainissement"**

Cette sous composante a pour but de mettre en place (i) une gestion durable des édicules publics d'une part et d'autre part (ii) un environnement favorable d'offre et de demande pour la construction et l'entretien des systèmes d'assainissement individuel.

Les activités d'appui à la gestion des édicules publics comprendront (i) l'identification des capacités d'un gérant pour chaque édicule public, et (ii) la mise en place d'un système de génération de recettes permettant d'assurer l'entretien des édicules.

Les activités liées à l'assainissement individuel comprendront (i) la sélection, la formation, la motivation et le suivi d'activité de relais féminins chargés d'une mission d'animation et de sensibilisation de proximité en vue de susciter et organiser la demande des ménages en systèmes d'assainissement autonome, (ii) l'exécution d'un programme de formation des maîtres d'école et la fourniture de supports pédagogiques en vue de diffuser les bonnes pratiques d'hygiène par le vecteur des enfants, (iii) la sélection, la formation et l'habilitation de maçons à la construction de latrines, (iv) le contrôle de qualité des travaux et le suivi financier du volet assainissement individuel.

#### **3.3.3 "Etudes et activités spécifiques"**

Ce volet comprend (i) l'étude de formulation d'une étude de la demande en système d'assainissement et branchements particuliers à l'eau et (ii) un appui conseil à la CR pour la planification et le suivi-évaluation.

Les activités de l'étude de formulation comprendront (i) une enquête auprès des ménages de la CR qui devra permettre de déterminer avec une précision raisonnable le taux d'équipement en latrines et branchement particulier, (ii) de centre alphabétisation. Caractériser la demande des ménages en latrines et branchements (type d'ouvrage, niveau de subvention), et (iii) sous la supervision de la communauté rurale, actualiser les projets d'assainissement individuel et de branchements particuliers, en termes d'objectifs et de moyens.

L'appui conseil à la communauté rurale et plus spécifiquement au conseil rural, maître d'ouvrage, aura pour but de renforcer ses capacités à utiliser l'outil PLHA pour la programmation annuelle des opérations, la mise à jour périodique des données, du suivi évaluation, et le contrôle de qualité du service fourni par les ASUFOR.

## IV. COÛTS ET PLAN DE FINANCEMENT

### 4.1 Composante "Développement des infrastructures d'eau potable"

Le coût estimatif arrondi de la composante "Développement des infrastructures d'eau potable" est de **164,4 MFCFA HT**. Le coût inclut (i) les services d'études techniques d'exécution et de contrôle de travaux estimés à 10% du montant des fournitures et travaux et (ii) une provision pour imprévus et divers de 5%.

**Tableau 16 : Récapitulatif des coûts estimatifs des infrastructures d'eau potable**

N°	Projet	Localités bénéficiaires	Coût estimatif (x 1000 FCFA HT)				
			F & T	E& C	TOTAL	I& D	TOTAL
EP-1	Extension de l'adduction d'eau de Gababé Pêcheur vers Gababé Peulh	Gababe Peulh	10 650 000	1 065 000	11 715 000	585 750	12 300 750
EP-2	Extension de l'adduction d'eau de Dial Pêcheur vers Molle Wallo	Molle Wallo	37 850 000	3 785 000	41 635 000	2 081 750	43 716 750
EP-3	Densification d'adductions existantes	Barga ; Dabia Odedji ; Dial Pêcheur ; Dial peulh ; Diongto ; Gababe Pêcheur ; Goudoube Diobe ; Goudoube Ndouetbe; Kobilò Diadiabe; Kobilò Diakesbe; Kobilò Torobe; Sare Liou; Sinthiou Diamdior; Syllanabe	84 800 000	8 480 000	93 280 000	4 664 000	97 944 000
EP-4	Renforcement de la gestion de l'eau, mise en place et redynamisation des ASUFOR		9 000 000	900 000	9 900 000	495 000	10 395 000
TOTAL COMPOSANTE			142 300 000	14 230 000	156 530 000	7 826 500	164 356 500

### 4.2 Composante "Développement des infrastructures d'assainissement"

Le coût estimatif arrondi de la composante "Développement des infrastructures d'assainissement" est de **343,2 MFCFA HT**. Le coût inclut (i) les services d'études techniques d'exécution et de contrôle de travaux estimés à 10% du coût des fournitures et travaux, et (ii) une provision pour imprévus et divers de 5%.

**Tableau 17 : Récapitulatif des coûts estimatifs des infrastructures d'assainissement**

N°	Intitulé	Coût estimatif (x 1000 FCFA HT)				
		F & T	E& C	TOTAL	I& D	TOTAL
AS-1	Construction de 19 édicules publics	76 000 000	7 600 000	83 600 000	4 180 000	87 780 000
AS-2	Réalisation de 884 latrines	221 113 915	22 111 392	243 225 307	12 161 265	255 386 572
TOTAL COMPOSANTE		297 113 915	29 711 392	326 825 307	16 341 265	343 166 572

### 4.3 Composante "Mesures d'accompagnement"

Le coût estimatif de la composante "Mesures d'accompagnement" est de **78,4 MFCFA HT**, dont (i) 10,4 MFCFA pour le volet "eau potable" (ii) 48 MFCFA pour le volet "assainissement", et (iii) 20 MFCFA pour le volet "Études et activités spécifiques".

**Tableau 18: Récapitulatif des coûts estimatifs des mesures d'accompagnement**

N°	Composante	Base de calcul	Coût estimatif (FCFA HT)
IEC et renforcement de capacités « Eau Potable »			
ET-1	Services BE/ONG mise en place - renforcement gestion de l'eau	3 millions FCFA/ASUFOR	10 395 000

N°	Composante	Base de calcul	Coût estimatif (FCFA HT)
IEC et renforcement de capacités « Assainissement »			
ET-2	Services Ong pour gestion des édicules	0,2 millions FCFA/Edicule	3 800 000
ET-3	Services BE/ONG pour assainissement individuel	0,05 Millions FCFA/latrine	44 222 783
Etudes et activités spécifiques			
ET-4	Services de consultants études compl. et formulation		10 000 000
ET-5	Appui conseil à la CR (planification et suivi-évaluation)		10 000 000
TOTAL COMPOSANTE			<b>78 417 783</b>

#### 4.4 Récapitulatif et plan de financement

Le coût total de mise en œuvre du PLHA s'élève à **575,5 MFCFA HT** sur la période 2011-2015, hors financements déjà acquis.

**Tableau 19 : Récapitulatif du financement du PLHA**

COMPOSANTE	TOTAL EN FCFA HT	Pop et CR	Autres
EAU POTABLE	53 961 500	7 698 075	146 263 425
ASSAINISSEMENT	343 166 572	25 538 657	317 627 915
IEC	78 417 783	3 920 889	74 496 894
TOTAL	575 545 855	37 157 621	538 388 234

Le financement du PLHA sera couvert par (i) les populations bénéficiaires, (ii) les associations de ressortissants, (iii) le budget de la communauté rurale, (iv) les partenaires en coopération non gouvernementale, (v) l'État.

La communauté rurale et les ménages apporteront une contribution individuelle de 10% des investissements du volet "assainissement", soit environ 25,5 MFCFA. La population contribue à hauteur de 5% pour le volet "eau potable", soit 7,7 MFCFA et pour le coût des mesures d'accompagnement à hauteur de 3,9 MFCFA.

La contribution totale de la population est de 37,2 millions FCFA soit 6% du financement global du PLHA, sur une durée de 3 ans, soit environ 12,4 millions FCFA par an.

Le financement attendu de l'Etat et des partenaires de la Communauté rurale est de 538,4 millions FCFA soit 179,5 millions FCFA par an pendant 3 ans.

Ce financement doit être programmé pour la période 2012-2015 soit 3 ans, pour tenir compte de l'échéance 2015 prévue pour l'atteinte des OMD qui ont servi de base de planification et de programmation des projets identifiés.

## **PARTIE D – PLAN D'ACTION TRIENNAL**

## **I. OPERATIONS EN COURS**

### **1.1 Projet en cours d'exécution**

### **1.2 Projet financé en attente de démarrage**

### **1.3 Projets en prospection**

## **II. OPERATIONS PRIORITAIRES**

### **2.1 Eau potable**

### **2.2 Assainissement**

# **ANNEXES**

## **Annexe I - Cartes**

- 1.1 Carte générale de la CR et population
- 1.2 Carte de localisation des réseaux

## **Annexe II - Données d'inventaires**

- 2.1 Table inventaire des points d'accès à l'eau par localité
- 2.2 Synthèse accès à l'eau et bilan EPE
- 2.3 Table inventaire des infrastructures assainissement dans infrastructures
- 2.4 Synthèse accès à l'assainissement collectif
- 2.5 Table inventaire des infrastructures assainissement dans concessions

## **Annexe III - Etudes et conception des projets**

- 3.1 Fiches APS-AEP
- 3.2 Fiche APS-Assainissement